

[print](#)

Cuba, les Etats-Unis et la lutte contre le terrorisme

De [Salim Lamrani](#)

Global Research, juin 16, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/cuba-les-etats-unis-et-la-lutte-contre-le-terrorisme/5339316>

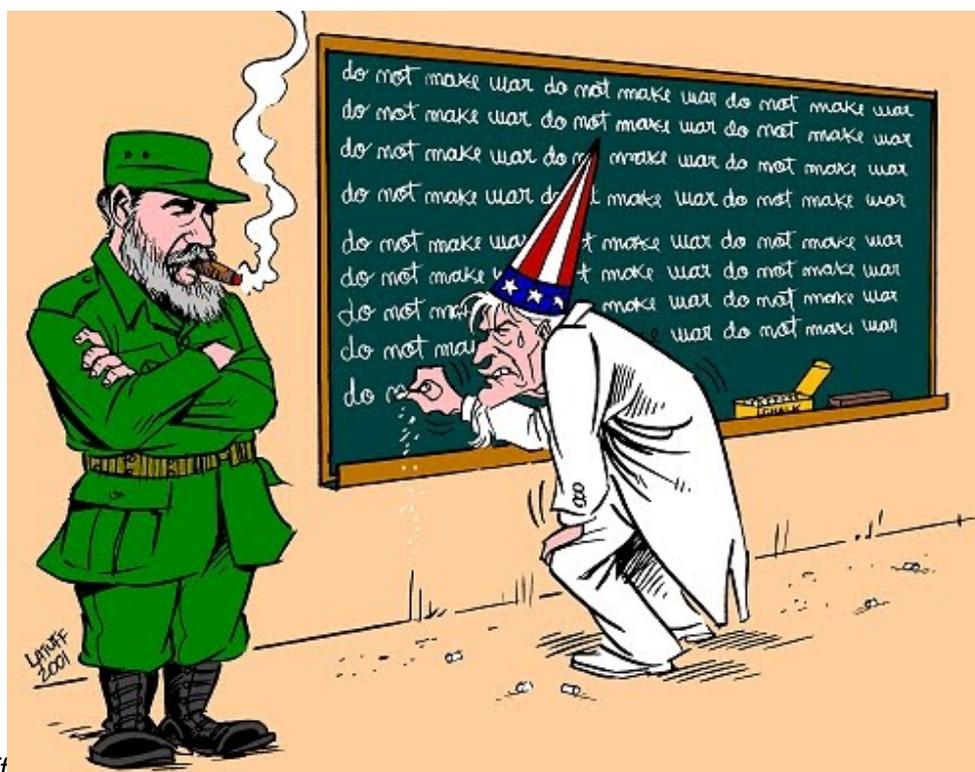
Les Etats-Unis viennent une nouvelle fois d'inclure Cuba dans la liste des pays soutenant le terrorisme, suscitant l'ire de La Havane qui rejette une accusation « arbitraire ».

Depuis 1982, Cuba fait partie de la liste des nations soutenant le terrorisme international, établie par le Département d'Etat des Etats-Unis, avec pour conséquence l'application de diverses sanctions. L'administration républicaine de Ronald Reagan avait décidé d'inclure l'île en raison du soutien apporté aux mouvements révolutionnaires en Amérique latine, notamment au Salvador. A l'époque, le gouvernement conservateur avait décidé de mettre un terme à la politique de rapprochement avec La Havane entreprise par son prédécesseur James Carter, qui était sur le point de normaliser les relations avec Cuba.

Dans son dernier rapport rendu public le 30 mai 2013, Washington justifie le maintien de La Havane au sein du groupe incluant l'Iran, la Syrie et le Soudan, en soulignant que « dans les années passées, certains membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont été autorisés à trouver refuge à Cuba ». Le rapport note également que « le gouvernement cubain a continué à abriter des fuyitifs recherchés aux Etats-Unis. Le gouvernement cubain a également fourni un soutien tels qu'un logement, des bons alimentaires et un accès aux soins à ces individus ». Enfin, le document fait allusion à la présence de séparatistes basques à Cuba^[1].

Néanmoins, Washington omet de souligner plusieurs éléments fondamentaux qui mettent à mal les différentes accusations. Pour ce qui est des FARC, La Havane a effectivement accueilli certains éléments par le passé. Mais c'est la Colombie qui avait sollicité le gouvernement cubain pour cela dans le cadre de négociations destinées à déboucher sur un accord de paix. Ainsi, depuis novembre 2012, Cuba est le siège de négociations entre des représentants des FARC et du gouvernement colombien. Le rapport du Département d'Etat admet que Cuba « accueille des pourparlers de paix » entre la guérilla et l'Etat colombien et souligne qu'il n'y a « aucune indication que le gouvernement cubain ait fourni des armes ou un entraînement paramilitaire à des groupes terroristes^[2].

Wayne S. Smith, ancien ambassadeur étasunien à Cuba, a fait part de son incompréhension suite à la publication du rapport : « Le gouvernement colombien, loin d'accuser Cuba d'abriter des guérilleros, a salué à maintes reprises la contribution de La Havane dans le processus de paix^[3] ».



Carlos Latuff

Pour ce qui est des membres de l'ETA, Washington omet de signaler que La Havane n'a fait que répondre à une demande du gouvernement espagnol de Felipe González d'accueillir certains dirigeants, dans le cadre de négociations de paix avec l'organisation séparatiste basque.

Jim McGovern, représentant républicain pour l'Etat du Massachussets, a également exprimé son désaccord avec la décision du Département d'Etat. « Il n'y a aucune preuve que Cuba apporte son soutien à des groupes terroristes », a-t-il noté, rappelant que la Colombie avait maintes fois salué « le rôle constructif » de l'île dans la recherche d'un accord de paix^[4]. Anthony Quainton, ambassadeur à l'origine de l'inclusion de Cuba dans la liste des pays terroristes en 1982, a également fait part de sa désapprobation : « Le temps est venu, pour nos intérêts mutuels, de retirer Cuba de la liste ».

De la même manière, Patrick Ryan, ancien ambassadeur étasunien, auteur des rapports sur le terrorisme entre 2007 et 2009, a conjuré Washington de mettre un terme à la stigmatisation contre La Havane :

« En tant qu'ancien diplomate américain, auteur des rapports sur le terrorisme entre 2007 et 2009 [...], j'ai visité Cuba à de nombreuses reprises dans le cadre de mon travail. Je suis convaincu que le fait de maintenir Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme est absurde et hautement politique, notamment au vu de ses omissions évidentes.

Où est la Corée du Nord, qui a lancé des attaques contre le sud durant les dernières années – et a récemment menacé de lancer une frappe nucléaire contre les Etats-Unis ? [...] Aucune source crédible de renseignement n'affirme que Cuba représente actuellement une menace à notre sécurité. [...]

Depuis trop longtemps, une petite minorité de politiciens cubano-américains a dicté la politique étrangère des Etats-Unis vis-à-vis d'un de nos voisins géographiquement le plus proche, et a utilisé cette liste de pays terroristes hautement questionnable pour justifier le maintien d'un embargo datant de la guerre froide.

Agência Efe (05/06)



Le président du Parlement cubain, Ricardo Alarcón (esq.), participe à la conférence vidéo avec René González (dir.), un des cinq agent cubain, libéré sous condition en 2011

Curieusement, ces membres du Congrès soutiennent la liberté des Cubains de voyager aux Etats-Unis mais pas la liberté des Américains de voyager à Cuba, et utilisent la justification du terrorisme pour cela.

Le fait que certains membres du groupe séparatiste basque ETA se trouvent sur l'île avec la bénédiction du gouvernement espagnol, que les membres des FARC se trouvent à Cuba durant les pourparlers de paix accueillis par La Havane et soutenus par le gouvernement colombien et que plusieurs fugitifs de la justice américaine – aucun d'eux n'a été accusé de terrorisme, soit dit en passant – aient vécu en exil depuis les années 1970, ne sont tout simplement pas des arguments crédibles pour maintenir l'accusation. [...]

Il est temps d'adopter une nouvelle approche car l'actuelle politique anachronique a lamentablement échoué depuis plus d'un demi-siècle. »[\[5\]](#).

De son côté, le gouvernement de La Havane a condamné l'instrumentalisation de la guerre contre le terrorisme à des fins politiques. Dans une longue déclaration, le Ministère des Affaires étrangères a apporté une réponse à Washington :

« Cette décision honteuse a été prise en dépit de la vérité et ignorant le large consensus et la demande explicite de nombreux secteurs de la société étasunienne et de la communauté international pour que cesse cette injustice.

Le seul but de cet exercice discrédité contre Cuba est d'essayer de justifier le maintien du blocus, une politique qui a échoué et qui est condamné par le monde entier.

Le gouvernement des Etats-Unis persiste à maintenir cette désignation arbitraire et unilatérale, malgré l'effondrement total des accusations ridicules et des arguments

faibles qu'il a traditionnellement utilisé lors des dernières années comme excuses pour ce faire. [...]

Le territoire de Cuba n'a jamais été utilisé et ne sera jamais utilisé pour abriter des terroristes d'aucune origine, ni pour organiser, financer ou perpétrer des actes de terrorisme contre aucun pays du monde, y compris les Etats-Unis. Le gouvernement cubain rejettent et condamne sans équivoque tout acte de terrorisme, partout, en toute circonstance et quelles que soient les motivations avancées.

Au contraire, le gouvernement des Etats-Unis emploie le terrorisme d'Etat comme arme contre des pays qui défient ses intérêts, causant des morts au sein de la population civile. Il a fait usage de drones pour perpétrer des exécutions extrajudiciaires de supposés terroristes, y compris étasuniens, occasionnant la mort de centaines de civils innocents[6].



Le gouvernement cubain accuse également Washington d'abriter des terroristes d'origine cubaine responsables de plusieurs milliers d'assassinats, chose que les Etats-Unis ne nient pas. Depuis 1959, le terrorisme en provenance des Etats-Unis a coûté la vie à 3 478 Cubains et 2 099 sont handicapés à vie. Le cas le plus emblématique est celui de Luis Posada Carriles. Ancien policier sous le régime dictatorial de Fulgencio Batista, Posada a été recruté par la CIA en 1961 et est devenu expert en explosifs. Il est responsable de plus d'une centaine d'assassinats dont l'attentat du 6 octobre 1976 qui a provoqué l'explosion en plein vol un avion civil au dessus de la Barbade, entraînant la mort de 73 personnes dont toute l'équipe junior d'escrime cubaine qui venait de remporter les Jeux panaméricains. Il est également l'auteur intellectuel de la vague d'attentats terroristes qui a secoué l'industrie touristique cubaine entre avril et septembre 1997 et qui a coûté la vie au citoyen italien Fabio di Celmo, faisant des dizaines de victimes[7].

La culpabilité de Luis Posada Carriles ne fait aucun doute. En effet, les rapports du FBI et de la CIA sont explicites à ce sujet : « Posada et Bosch ont orchestré l'attentat à la bombe contre l'avion[8] ». De la même manière, dans son autobiographie *Los caminos del guerrero*, revendique ouvertement sa trajectoire terroriste. Enfin, le 12 juillet 1998, Posada Carriles concédait une interview au *New York Times* dans laquelle il se vantait d'être la personne ayant commis le plus grand nombre d'actes terroristes contre Cuba, revendiquant la paternité intellectuelle des attentats de 1997. Selon lui, le touriste italien « se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment[9] ».

Face à la recrudescence des attentats dans les années 1990, Cuba a infiltré plusieurs agents en Floride afin de déjouer les projets terroristes de groupuscules d'extrême droite d'origine cubaine. Après avoir réuni un volumineux dossier au sujet de 64 personnes impliquées dans des actes violents contre l'île, La Havane a transmis les données au FBI. Au lieu de procéder à l'arrestation des individus

appartenant à ces organisations criminelles, Washington a fait arrêter les cinq agents infiltrés au sein de l'exil cubain et les a condamnés à des peines de prison allant de 15 ans à la perpétuité, au cours d'un procès qui a été dénoncé par Amnesty International, les Nations unies et pas moins de dix Prix Nobel[10].

L'instrumentalisation à des fins politiques d'un sujet aussi grave que le terrorisme nuit à la crédibilité du Département d'Etat, accusé de calcul et d'hypocrisie. D'un côté, Washington affirme qu'il mène une guerre contre le terrorisme et de l'autre, il offre une protection à des criminels tels que Luis Posada Carriles et sanctionne cinq agents cubains dont le rôle était d'empêcher la réalisation d'attentats contre Cuba. Au nom de la guerre économique et idéologique que Washington mène contre La Havane depuis plus d'un demi-siècle, les Etats-Unis n'hésitent pas à placer sur la liste des pays terroriste une nation dont la principale caractéristique est d'avoir été victime du terrorisme depuis cinquante ans.

Salim Lamrani

*Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, **Salim Lamrani** est Maître de conférences à l'Université de La Réunion et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.*

*Son dernier ouvrage s'intitule *État de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba*, Paris, Éditions Estrella, 2011 (prologue de Wayne S. Smith et préface de Paul Estrade).*

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

[1] Unites States Department of State, « Country Reports on Terrorism 2013 », mai 2013. <http://www.state.gov/documents/organization/210204.pdf> (site consulté le 2 juin 2013).

[2] *Ibid.*

[3] *Latin American Herald Tribune*, « U.S. Urged to Drop Cuba from Terror List », 8 mars 2013.

[4] *Ibid.*

[5] Patrick Ryan, « Former U.S. Diplomat Patrick Ryan : Time to Drop Cuba from Terror List », *The Hill*, 30 avril 2013. <http://thehill.com/blogs/global-affairs/guest-commentary/296867-former-us-diplomat-patrick-ryan-#ixzz2Sn1Lc3RR> (site consulté le 2 juin 2013).

[6] Ministère des Affaires étrangères de la République de Cuba, « Cuba no reconoce al Gobierno de EEUU la más mínima autoridad moral para juzgalo », *Cubadebate*, 30 mai 2013.

[7] Salim Lamrani, *Cuba, ce que les médias ne vous diront jamais*, Paris, Estrella, 2009, p. 135-154.

[8] *Federal Bureau of Investigation*, « Suspected Bombing of Cubana Airlines DC-8 Near barbados, West Indies, October 6,1976 », 7 octobre 1976, Luis Posada Carriles, the Declassified Record, *The National Security Archive*, *George Washington University*. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB153/19761008.pdf> (site

consulte le 3 juin 2013).

[9] Ann Louise Bardach & Larry Rohter, « Key Cuba Foe Claims Exiles' Backing », *New York Times*, 12 juillet 1998.

[10] Salim Lamrani, *op. cit.*

Copyright © 2013 Global Research